

s'agit de la plus grande force égalisatrice que nous puissions mettre en place dans notre pays, au lieu de dépenser comme d'habitude des fonds publics dans les régions qui, comme par hasard, sont représentées par un membre du parti libéral.

M. Murphy: Monsieur le Président, ma question se rattache également aux observations que vient de formuler le député au nom du parti conservateur. Il a fait de nombreuses allusions à son chef, le député de Central Nova (M. Mulroney), et plus particulièrement au livre qu'il a écrit et à sa carrière de chef d'entreprise. Pour ce qui est de consacrer des fonds publics à la recherche et au développement, notre parti a proposé à plusieurs reprises de conclure des contrats précis avec les sociétés. Autrement, nous risquons de les voir profiter du système d'amortissement fiscal sans créer d'emplois. Je cite l'exemple de la société Iron Ore of Canada, qui profite depuis de nombreuses années d'échappatoires et d'amortissements fiscaux.

Une voix: Parlez-nous-en donc.

M. Murphy: Je suis heureux de voir que l'un des députés conservateurs veut savoir ce qu'il en est. Je vais le lui dire avec plaisir. Depuis de nombreuses années, la société Iron Ore of Canada, qui appartient à sept groupes de capitaux américains, profite du système d'amortissement fiscal à tel point qu'entre 1980 et 1982, les propriétaires ont touché 225 millions de dollars en dividendes, soit 50 millions de dollars de plus que les gains de la société. Les habitants de Schefferville et de Labrador City ont perdu leur emploi. A quoi ont servi ces amortissements fiscaux? En quoi ont-ils aidé les travailleurs dans ces localités?

Je voudrais savoir si le parti conservateur, s'il est élu un jour, accordera plus de déductions fiscales à la société Iron Ore, aux maîtres américains du chien qu'ils font travailler? Ou fera-t-il en sorte de conclure des contrats précis en matière de recherche et de développement, en vue de protéger les emplois des Canadiens?

M. Siddon: Monsieur le Président, je crains que le député de Churchill (M. Murphy) ne confonde la question générale de la fiscalité et de la façon dont elle encourage les investissements au Canada, d'une part, et, d'autre part, la création d'emplois et, partant, la nécessité pour un plus grand nombre d'entreprises canadiennes de faire une plus large part à la recherche et au développement. S'il veut parler de la question générale—et je sais que le chef de l'opposition officielle peut se défendre beaucoup mieux que je ne saurais le faire—je lui dirai que la société Iron Ore n'a probablement pas réalisé plus de profits que la plupart des entreprises canadiennes au cours de cette période. Si le député allègue que des fonds destinés à la recherche et au développement ont été détournés, je voudrais alors en avoir la preuve.

Je dirai, toutefois, que les États-Unis ont depuis toujours recours à des contrats de recherche et que j'ai moi-même bénéficié d'un tel contrat. Ces contrats étaient suivis de près et devaient se conformer à des objectifs nationaux bien définis quand aux secteurs de possibilités technologiques. Le gouvernement canadien n'a pas su très bien se servir de cet outil, ni demander des conseils professionnels dans l'établissement de ses priorités de recherche, ni vérifier les profits de cet investissement. Il gaspille plutôt son argent à renflouer Maislin et toutes sortes d'autres entreprises en faillite ou à construire quelque nouvelle usine inutile dans la circonscription de l'ex-

ministre des Pêches, mais il ne surveille pas ce que rapportent ces dépenses.

[Français]

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LE CHEF DE L'OPPOSITION

L'ANNULATION D'UN VOYAGE EN EUROPE EN VUE D'ASSISTER À LA PRÉSENTATION DU BUDGET

M. Gaston Gourde (Lévis): Monsieur le Président, les Canadiens ont évité de justesse le désastre. En effet, le chef de l'opposition vient d'annuler son voyage à l'étranger sous prétexte qu'il préfère assister à la lecture du discours du Budget prévue pour le 15 février. Mais les Canadiens savent pertinemment que tout n'est que manœuvre pour le député de Central Nova afin de trouver une issue honorable au grave problème que devaient affronter ses conseillers depuis quelques semaines, celui de le voir parcourir l'Europe.

Il y avait bien disponible le député de Yukon (M. Nielsen) pour lui dire quand s'asseoir ou se lever, parler ou se taire ou encore les conseils de l'expert dans toutes les matières, le député de Joliette (M. La Salle). Mais c'était insuffisant pour empêcher le chef de l'opposition de croire, par exemple, que le Rideau de fer est un produit tiré de l'Iron Ore.

La fin de semaine a cependant été rafraîchissante pour le parti progressiste conservateur. Le nouvel expert en matière internationale et ancien chef, le député de Yellowhead (M. Clark), a proposé à la direction du parti un système employé dans la Ligue nationale de hockey, savoir le système des deux gardiens de but. Ainsi, si le chef actuel est dans une défaillance passagère ou prolongée, l'ancien chef pourrait prendre la relève. Il fallait y penser, et je suis assuré que les conservateurs en profiteront pour confier cet hasardeux voyage à l'étranger au député de Yellowhead qui a eu une enrichissante expérience de la politique internationale depuis son séjour, en 1979, à la tête du pays.

* * *

[Traduction]

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

ON CRITIQUE LA FAÇON DONT EST RELATÉE LA CARRIÈRE D'UN HÉROS DÉCORÉ DE LA CROIX DE VICTORIA

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Monsieur le Président, l'Office national du film doit être publiquement condamné et réprimandé pour avoir tenté de détruire la mémoire, la réputation et les exploits de notre plus grand héros de l'air de la Première Guerre mondiale, William Avery (Billy) Bishop, C.V. Le portrait que l'Office national du film en donne dans le film